



## L'objectif des 2 % du PIB fixé par l'OTAN est une voie sans issue

**RAINER ARNOLD**  
Juillet 2017

- Dans le passé, les 36 milliards d'euros prévus au budget fédéral pour la défense ont été, en réalité, rarement entièrement dépensés. On peut donc comprendre que les Etats-Unis attendent de l'Allemagne qu'elle assume davantage de responsabilités pour la sécurité du monde. Mais se contenter d'augmenter les dépenses militaires ne veut pas forcément dire renforcer la sécurité.
- Si les responsables politiques allemands tiennent à atteindre l'objectif fixé par l'OTAN qui prévoit de consacrer 2 % du PIB au budget de la défense, il leur faudra expliquer où trouver les ressources financières et comment faire accepter aux concitoyens l'idée que 70 milliards d'euros vont être dépensés chaque année uniquement à des fins militaires.
- Les capacités de pointe que l'Allemagne apporte à l'Alliance devraient peser plus lourd dans la balance que l'obsession des chiffres et des pourcentages.
- Comment partager les tâches intelligemment ? L'OTAN doit être un instrument de dissuasion et d'intervention dans les conflits de haute intensité et l'UE un instrument de stabilisation des régions fragiles.

Le débat sur l'augmentation des dépenses de défense à 2 % de notre PIB, conformément à la déclaration d'intention de l'OTAN lors de son sommet de 2014, ne mène nulle part. La règle des 2 % du PIB fait de la Grèce et de l'Estonie (ainsi que de la France et des Etats-Unis) les plus gros contributeurs au budget de l'OTAN, alors que le rôle qu'elles jouent dans l'Alliance est relativement faible. L'Allemagne, puissance économique de premier plan, serait quant à elle bientôt obligée d'augmenter son budget de la défense de plus de 30 milliards d'euros. Cela montre à quel point l'objectif des 2 % est peu pertinent. Dans le cas d'un affaiblissement de notre économie, le PIB baisserait et avec lui les dépenses militaires correspondant à 2 % de sa valeur. Il est donc bien plus important de savoir quelles capacités les Etats membres européens de l'OTAN devraient apporter à l'Alliance et qui, parmi eux, détient ces capacités. A mon sens, c'est en fonction de ce critère que l'importance d'un pays pour l'Alliance doit être évaluée.

Au sommet de l'OTAN du 25 mai 2017, on constatera que l'Alliance est à la croisée des chemins: s'en tiendra-t-elle au statu quo ou voudra-t-elle gagner en efficacité et en puissance ? Pour l'Union européenne, c'est également une période charnière qui s'ouvre avec le début des négociations sur la sortie du Royaume-Uni et l'entrée en fonction d'un nouveau président français. L'OTAN et l'UE sont toutes deux engagées dans la défense de valeurs et de principes communs et ont des intérêts et des priorités semblables. Face au terrorisme de Daech, à l'instabilité qui perdure en Europe de l'Est et aux réfugiés qui fuient en masse les guerres civiles du nord de l'Afrique, elles sont aussi confrontées l'une comme l'autre à des défis considérables.

Évaluée à l'aune de ce qu'elle apporte à notre sécurité, nous ne saurions nous passer de l'OTAN. Le sommet de Bruxelles devra par conséquent envoyer un signal d'unité fort, notamment en matière de dépenses de défense conjointes. Les efforts des Etats membres de l'UE en faveur d'une réelle politique de sécurité commune doivent être renforcés, même si nous sommes déjà bien engagés sur cette voie. Personne dans l'Union ne conteste la nécessité d'asseoir sa politique de défense sur un socle financier (entre autres) plus solide. Mais entre 0 et 2 % du PIB, la marge de manœuvre est réelle.

## L'Allemagne contribue de manière importante à une dissuasion crédible

L'Allemagne contribue de manière importante à une dissuasion crédible. En 2017, elle a relevé ses dépenses de défense de 7,9 %, les amenant ainsi à 11 % du budget fédéral et à environ 1,2 % du PIB. Sur ce total, la part du lion revient directement à des engagements pris dans le cadre OTAN. Le budget de la défense de l'Allemagne devra toutefois encore augmenter d'environ deux milliards d'euros par an pour combler des lacunes dues aux réformes ratées de deux anciens ministres de la Défense conservateurs, qui ont privé l'armée allemande de ressources dans presque tous les domaines depuis 2008: effectifs, matériel et infrastructure. D'après la planification actuelle, il faudra en réalité des années avant que les dépôts de matériel, de pièces de rechange ou de munitions de la Bundeswehr soient à nouveau suffisamment approvisionnés pour répondre aux besoins des forces armées. Deux milliards d'euros devront donc être dépensés chaque année rien que pour équiper l'armée allemande au niveau auquel elle devrait être depuis longtemps. Les virages amorcés en matière de personnel et de financement vont dans le bon sens, mais tout va beaucoup trop lentement.

Oui, l'Allemagne doit assumer plus de responsabilités en matière de politique extérieure et de sécurité. Cette phrase est au centre du débat en Europe, au moins depuis que le ministre des Affaires étrangères et le président de la République allemands ont exprimé cette exigence à la conférence sur la sécurité de Munich en 2014. Les concepts de « nation cadre » ou de « partenariat d'appoint » sont les résultantes d'un débat qui place l'Allemagne au centre des politiques de renforcement de la sécurité des alliances.

Dans le passé, les 36 milliards d'euros prévus au budget fédéral pour la défense n'ont en réalité souvent pas été dépensés

On peut donc comprendre que les Etats-Unis attendent de l'Allemagne qu'elle assume davantage de responsabilités pour la sécurité du monde. Mais se contenter d'augmenter les dépenses militaires ne veut pas forcément dire renforcer la sécurité. Nous savons depuis longtemps que la prévention des crises, la reconstruction et la coopération économique comptent au moins autant

que l'engagement militaire. Veillons donc à ne pas nous laisser obnubiler par le chiffre de 2 %. Cela vaut tout particulièrement pour les responsables politiques qui aiment à en faire un postulat absolu dans leur discours public, en sachant très bien qu'ils ne feront que léguer le cadeau empoisonné à leurs successeurs. Ils doivent aussi expliquer où trouver l'argent et comment faire accepter à nos concitoyens l'idée que 70 milliards d'euros vont être dépensés chaque année uniquement à des fins militaires. Qu'ils nous disent aussi ce qu'ils comptent acheter avec tout cet argent - car dans le passé, les 36 milliards d'euros prévus au budget fédéral pour la défense n'ont en réalité souvent pas été dépensés, les équipements n'étant jamais arrivés ou étant arrivés beaucoup trop tard.

Rappelons par ailleurs à nos amis américains la fiabilité dont l'Allemagne fait preuve dans les efforts de règlement des crises internationales. La question n'est pas que quantitative. La Bundeswehr participe à de nombreuses missions, parfois certes avec des contingents réduits, mais la logistique requise constitue un immense défi pour l'armée allemande d'aujourd'hui. Nous nous distinguons en outre avantageusement de certains Etats membres de l'OTAN qui participent certes à telle ou telle mission mais plient bagage au plus vite lorsque la situation s'enlise. Dans les missions de stabilisation en territoire étranger, l'Allemagne est un partenaire très fiable. Les capacités de pointe qu'elle apporte à l'Alliance – medevac, les moyens de reconnaissance électroniques, les sous-marins et bien d'autres choses encore – devraient peser plus lourd dans la balance que l'obsession des chiffres et des pourcentages. L'Allemagne serait bien inspirée de se concentrer sur les capacités technologiques de haut niveau, qui coûtent cher, plutôt que de remettre sur pied des contingents gourmands en effectifs.

Comment partager les tâches intelligemment?

L'OTAN, instrument de dissuasion  
et d'intervention dans les conflits de haute  
intensité et l'UE, instrument de stabilisation  
des régions fragiles

Ce schéma prend tout son sens lorsqu'on sait que les crises et les conflits internationaux ne peuvent se régler que par une approche holistique. Ce sont les leçons douloureuses que nous avons tirées des interventions en Bosnie, au Kosovo et surtout en Afghanistan. Une gestion de crise efficace doit englober toutes les données

du problème et les questions civiles doivent y trouver leur place autant que les questions militaires. L'Union européenne, avec ses composantes civiles et militaires, est l'institution prédestinée à intervenir dans le règlement des conflits; elle a les structures et les moyens requis. C'est là le vrai avantage de l'Europe sur l'OTAN.

Etablir une procédure de partage des tâches en matière de politique extérieure et de sécurité entre l'OTAN et l'UE, à l'échelon politique notamment, et utiliser leurs capacités colossales d'entrée de jeu dans le règlement des conflits extérieurs, voilà qui serait un véritable progrès pour la sécurité du monde: l'OTAN, instrument de dissuasion et d'intervention dans les conflits de haute intensité; l'UE, instrument de stabilisation des régions fragiles.

En revanche, il ne semble guère envisageable qu'un simple relèvement des dépenses militaires à 2 % du PIB des pays de l'OTAN suffise à résoudre les nombreux défis sécuritaires que connaît le monde aujourd'hui.

Cet article a été publié par le **IPG-Journal** sous le titre

**Weit gefehlt**

*Das Zwei-Prozent-Ziel für die NATO führt nicht weiter*

<http://www.ipg-journal.de/rubriken/aussen-und-sicherheitspolitik/artikel/weit-gefehlt-2043/>



#### Auteur

**Rainer Arnold** est membre de la direction du groupe parlementaire du SPD au Bundestag depuis 2004. Depuis 2002, il exerce au sein du groupe la fonction de porte-parole pour les questions de défense. Membre du SPD depuis 1972, il est entré au Bundestag en 1998. Il est également membre suppléant de la commission des Affaires extérieures et de la commission mixte des deux chambres du Parlement allemand..

#### Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg  
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:  
[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html>

**La France, l'Allemagne et l'Europe de la défense**  
réponse à Jean-Pierre Maulny (mars 2016)  
par **Detlef Puhl**

**La France, l'Allemagne et l'Europe de la défense**  
par **Jean-Pierre Maulny**

**Refonder l'Europe**  
par **Sigmar Gabriel** et **Martin Schulz**

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.